

**Yvonne Chenouf** rappelait récemment combien les albums en particulier et la littérature de jeunesse d'une manière générale avaient « amélioré la puissance de leur système narratif » mais que « des réflexes d'imagination, des automatismes de pensée cadrent et quadrillent les représentations offertes aux jeunes lecteurs. »\*

**Dominique Saitour** s'est inquiétée de la manière dont la presse et les documentaires pour enfants ont rapporté les événements de l'automne dernier. Quelle image des violences urbaines et plus largement de cette réalité sociale qu'est la pauvreté était présentée aux jeunes lecteurs.

\* *L'île et l'Afrique hors des chemins convenus*. A.L. n°93, mars 2006, p.31.

## Lire la pauvreté

*« Lorsque les moins aliénés s'accommodent de l'injustice au point de ne plus calculer leur action qu'à l'aune de leur propre survie individuelle, on ne saurait espérer qu'ils se sentent encore responsables de l'incohérence des agissements des plus opprimés qu'eux ».*<sup>1</sup>

Est pauvre celui qui manque du nécessaire, qui n'a pas suffisamment d'argent pour subvenir à ses besoins. Au XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle les termes « indigent », « misérable », « miséreux », « nécessiteux » étaient couramment employés. Aujourd'hui, les mots « pauvre », « pauvreté » sont bien souvent remplacés par ceux moins brutaux de « démuné », « défavorisé » ou « sans ressource ». Quand les médias évoquent les personnes vivant dans les pays « riches » c'est la « précarité » qui est le plus souvent utilisé, mettant l'accent sur l'aspect incertain de l'avenir. Ce n'est plus le nécessaire qui est mis en avant mais la notion de temps et de fragilité. Le moment de retour à la stabilité et à la sécurité est ainsi placé dans le domaine du possible, de l'envisageable.

Comment cette question de société est-elle traitée dans ce qui est donné à lire aux enfants ? Quelles explications ont été fournies à l'occasion des événements de novembre dans les banlieues ?

### La presse pour enfants en novembre 2005

**Mon quotidien**<sup>2</sup> (*le seul journal pour les 10-14 ans qui paraît tous les jours*) vendu uniquement par abonnement est largement diffusé dans les écoles par séries d'exemplaires. Le 9 novembre 2005, la Une annonçait « 2 semaines de violence dans les villes de France. Que pensent les habitants des quartiers où ont lieu des émeutes ? »

À cette question, la réponse est « *Je pense que la violence est inutile* » (en rouge). Suivent deux réactions de collégiens et une réaction de professeur. Dans ces propos on cherche un responsable, c'est peut être la police ? L'enseignante interrogée exprime son désarroi, elle sent qu'une prise de parole est

indispensable à ses élèves mais elle ne se pense pas capable de conduire un débat sur le sujet sans « effrayer » les enfants. Les propos de collégiens de Seine Saint Denis montrent de quoi est tissé leur quotidien. Ils parlent de travail, d'entreprise, de recherche d'emploi, de misère mais aussi à l'occasion des « événements », de cocktails Molotov, de violence, de méthode brutale, de CRS. Un vocabulaire que le journal explique en pleine page. Ce lexique mêle un ensemble sémantique sur la violence (*comparution immédiate ; cocktail Molotov ; CRS ; émeute ; échauffourée ; interpellation ; grenade lacrymogène ; projectile ; zone de non droit*) à un vocabulaire de connaissances citoyenne ou géographique (*cités ou quartier ; ghetto ; service public ; exclusion ; travailleurs sociaux ; Ministre de l'intérieur*). Ces explications lexicales données toutes sous le même titre « 15 mots pour comprendre les émeutes » offrent des définitions de mots ou d'expressions qui veulent donner du sens à l'ensemble des discours tenus dans les médias sur ces événements pour ceux qui ne les vivent pas. Cette énumération ne permet pas de créer un début de compréhension, elle ne met rien en perspective, elle n'aide pas à faire le lien entre police, CRS et ministre de l'intérieur, elle met au même niveau quartier, cité et ghetto. Les définitions de ces termes sont caricaturales, le ghetto est *un quartier pauvre et dangereux*, les cités un territoire où *des bandes de jeunes font peur à la police*. Les enfants de ces quartiers n'ont nul besoin qu'on leur explique ce qu'est une cité, un CRS ou un ministre de l'intérieur. En revanche, eux comme leurs petits camarades qui ne vivent pas dans ces lieux mis momentanément sous les projecteurs, auraient besoin de lire des explications sur les raisons de l'existence de ces « cités, quartiers ou ghettos ».

Dans le numéro du lendemain, *Mon Quotidien* pose la question : « *Violence : pourquoi casser et brûler des écoles ?* ». Ce sont toujours des réactions qui répondent à la question titre. C'est l'émotion, bien compréhensible, des enseignants et des élèves qui est mise en avant. Cependant, une petite phrase d'un émeutier dans un encadré interroge : « *L'école ne nous a servi à rien, c'est pour ça qu'on la brûle* » et l'article se termine par « *C'est une manière de se révolter contre le gouvernement et le monde dans lequel ils vivent.* » Plus fragilisés que d'autres, ils sont touchés chaque jour par cette injustice sociale sur laquelle ils ne sont pas suffisamment éclairés. L'école peut-elle aider à analyser le monde qui les entoure, les événements qu'ils subissent ?

**Les clefs de l'actualité junior**<sup>3</sup> (*l'actualité expliquée aux 8/12 ans en France et dans le monde*) dans son n°489 du 13 au 19 octobre, consacre un dossier sur la pauvreté à l'occasion de la journée mondiale du refus de la misère.

L'ensemble du dossier axe ses arguments autour des engagements pris en 2000 par l'ONU et non respectés à ce jour. Les différents articles sont centrés sur l'aide qui peut être donnée à ceux qui sont pauvres. L'interview de la responsable du mouvement *Tapori international*<sup>4</sup> insiste sur l'aspect caritatif : donner de l'argent, du temps, des biens matériels manquants. Le dossier indique le nombre de pauvres en France, estimé de 4 à 6 millions de personnes dont 1,3 millions de travailleurs. Pour ce calcul, on détermine un seuil de pauvreté<sup>5</sup> mais pas de dignité.<sup>6</sup> Un tour du monde de la pauvreté occupe une double page, montrant « à quoi ressemble » la vie d'un enfant pauvre dans différents pays du monde. Les causes de la pauvreté sont analysées sous l'angle individuel : enfant orphelin au Niger ou en Colombie, pauvreté des parents qui « *donnent leurs enfants à des familles plus riches* » en Haïti, ou à l'armée en Birmanie. L'entretien avec la dirigeante de *Tapori* se termine par cette phrase : « *Chacun est utile, qu'il soit pauvre ou riche.* » C'est un point de vue de l'irréremédiable, le destin est tracé, il faut subir. Les causes de la pauvreté se trouvent dans la fatalité, il y a toujours eu des pauvres et donc des riches. Les solutions sont à trouver au cas par cas et la solidarité, un facteur important du fonctionnement social, d'où le titre du dossier : *Ensemble contre la pauvreté*.

Le n°493 (du 10 au 16 novembre 2005) de ce même hebdomadaire fait sa une avec le titre : *Les banlieues s'enflamment. Depuis deux semaines, les violences se multiplient dans les banlieues. Comment rétablir le calme ?*

L'article relate les faits qui ont « déclenché » la violence : la mort de deux jeunes, la poursuite par les policiers. Dans l'encart *pourquoi ?* on dénonce le chômage, la pauvreté, les

<sup>1</sup> Jean Foucambert. *Éditorial, A.L. n°93*, mars 2006, p.3

<sup>2</sup> *Mon Quotidien* édité par Play Bac, créateur des Incollables.

<sup>3</sup> *Les clefs de l'actualité*, publication hebdomadaire des éditions Milan.

<sup>4</sup> *Tapori*, « mouvement d'amitié entre les enfants du monde » est une association liée à ATD Quart Monde. Mouvement créé par le prêtre J. Wresinski

<sup>5</sup> Seuil de pauvreté : 140 euros par mois (INSEE-DGI)

<sup>6</sup> Le dernier rapport de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale montre l'envolée rapide des chiffres : il y a plus de 7 millions de pauvres en France

logements, le racisme, le communautarisme. Dans le texte *comprendre*, on explique que les instructions données à la police ont changé. Depuis deux ans, la police de proximité qui devait favoriser le dialogue est remplacée par une police dont la priorité est la répression des délits.

Dans le n°494 sous le titre : *Banlieues : le retour au calme ?*, l'auteur de l'article revient sur les causes sociales de cette violence (pauvreté, chômage et racisme), il dénonce le manque de mesures prises par le gouvernement et annonce « l'aide de l'Union Européenne pour développer l'emploi dans les quartiers les plus pauvres. »

C'est le mot « calme » qui semble important. Souffrez mais en silence ! Les organisations internationales, les associations caritatives s'occupent de vous. Les médias indiquent le nom des associations de soutien (qui ne s'en prennent jamais à la mondialisation capitaliste), les références des sites et les numéros de comptes bancaires où verser un don.

L'hebdomadaire **Les clefs de l'actualité** a couvert l'actualité, donnant aux plus jeunes l'explication de certains mots employés par les journaux télévisés, sans apporter un éclairage politique à cette situation. Le point de vue est charitable, bien pensant. Comment refuser le calme pour son quartier ? « Ils donnent une mauvaise image des autres jeunes... » La société libérale organise un narcissisme exacerbé. Celui qui réussit, donne une belle image de lui, possède beaucoup d'objets de consommation, justement ces biens qui ont été brûlés, sans idéologie, sans espoir d'un autre monde possible mais nous a-t-on dit avec l'espoir de passer à la télévision. Pendant une semaine en novembre, ce magazine a produit sur son site Internet<sup>7</sup> un article quotidien reprenant les raisons des violences : le racisme, le logement, la responsabilité des parents.

Le magazine bimensuel **Astrapi**<sup>8</sup> dans le même temps, en novembre 2005, titrait sur *l'Ours* et les articles traitaient comme sujets de société : *Lulu veut arrêter le solfège* ou *Lulu se dispute avec sa mère*. La double page présentant le plan d'occupation d'une prison et le thème du débat : *Faut-il toujours obéir ?* avaient-elles un lien avec l'actualité ?

Dans un numéro plus récent, la parole est laissée aux lecteurs : *Les villes sont-elles faites pour les enfants ?* On y oppose ville et campagne, et si la ville a des cinémas et des musées,

on respire mieux à la campagne... brèves de comptoirs grenadine !

## Les documentaires sur la pauvreté

Peu d'ouvrages, expliquent comme dans la BT2 *Une idéologie : le libéralisme* : « *Le chômage n'a rien d'une fatalité, c'est aujourd'hui un choix du capitalisme... il est moins coûteux que le véritable partage du travail avec maintien du salaire.* »<sup>9</sup>

Dans les années 90, l'augmentation du nombre de chômeurs a provoqué l'édition d'ouvrages documentaires sur ce thème comme **Combattre le chômage**<sup>10</sup>, **Pour en finir avec le chômage**<sup>11</sup> dans lesquels on peut lire des titres de chapitres qui pourraient être écrits aujourd'hui : *les jeunes trinquent ; le poids de l'instabilité ; que faut-il attendre de l'Europe sociale ? Réhabiliter l'apprentissage ; incertitudes dans le secteur public ; déclin des conventions collectives dans le privé*. Dans ces ouvrages, les explications sont données en termes de pragmatisme économique, beaucoup de chiffres, des assertions sous forme de slogans : *Pour vendre plus, il faut produire plus. Et pour produire plus, il faut moderniser les outils de production*. On y défend la mobilité de l'emploi, l'adaptation par l'intégration des moyens de communication. Le chômage est fustigé en terme économique, situant le débat « *sur le terrain du temps de travail et la légitimité du plein emploi.* » Quand la formation est évoquée, on parle de fuite en avant pour les étudiants universitaires, la formation valorisée est celle de l'entreprise, l'apprentissage et l'alternance sont les solutions à la recherche d'emploi. Quant à la formation continue, elle n'est envisagée qu'en dehors du temps de travail. Cette formation continue reste le choix de chaque individu, utilisant les nouvelles technologies qui « *facilitent le travail personnel et l'individualisent.* »

Dans **Le travail, Informatisation, mondialisation, disparité**<sup>12</sup> un chapitre est consacré aux « *fabuleux gains de productivité à la précarité et à l'exclusion* » montrant le lien fort entre profits et chômage. Plus de la moitié du fascicule présente un tour du monde du travail exposant et dénonçant les diverses situations. Cet ouvrage donne des clés de compréhension des mécanismes économiques mondiaux, sans détour de langage : « *un directeur des ressources humaines qui prépare un*

*plan social signifie que l'entreprise va licencier.* » Ou encore dans son introduction « *Le travail n'est pas le même quand il est soumis aux seules lois du marché ou à un marché contrôlé, ou encore à une logique de partage. Il dépend étroitement des choix de développement.* »

Dans la BTJ **Travail**<sup>13</sup>, le mot « chômage » apparaît dans l'ombre du mot travail. Des textes courts, des encarts paroles d'enfants, de nombreuses illustrations viennent expliquer le salaire, le chômage, les syndicats dans une tradition de publication ouvrière où on est fier de travailler, solidaire par la lutte, féministe, citoyen du monde par la conscience de l'exploitation du travail des enfants. Les illustrations sont des photos d'enfants au travail, aux USA, au Mexique et au Brésil, des photos de manifestants, d'usines et de personnes en recherche d'emplois dans les A.N.P.E.

Dans **Les droits des travailleurs**<sup>14</sup> traduction de « Worker's Rights » ouvrage canadien, de petits textes rappellent le droit des travailleurs dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et ses manquements dans différentes parties du monde. Des pages sont consacrées à des présentations de situations de travail particulier comme le rachat par les salariés de la mine Tower Colliery, le fonctionnement d'une coopérative agricole en Ethiopie financée par le fonds des Nations Unies pour l'enfance, l'investissement financier d'un travailleur licencié aux USA dans des opérations bancaires « éthiques » « *qui ne nuisent pas à l'environnement et qui ne maltraitent pas leurs ouvriers.* » Ces pages dénoncent aussi des situations d'exploitations de travailleurs, sans jamais mettre ces faits en perspective. La solution proposée pour les pays pauvres est « *l'aide financière et technique des nations industrialisées* ». Le consommateur de ces pays doit prendre conscience du « *prix humain payé par les travailleurs pour produire une quantité de produits manufacturés bon marché* ». Dans la même collection **La délinquance et la criminalité**<sup>15</sup> un chapitre entier présente la pauvreté comme cause principale de la délinquance. Celle-ci serait un moyen d'expression de l'insatisfaction des conditions de vie de ses habitants.

Un des livres récemment parus sur le sujet **La pauvreté Combattre l'inacceptable**<sup>16</sup> reprend le thème développé dans les *Clés de l'actualité* du même éditeur. La solution est affaire de solidarité et de « *regard différent sur tous ceux pour qui la vie n'est qu'une interminable galère* ». Trois grandes parties : la définition de la pauvreté, la pauvreté dans notre société

et enfin la lutte contre la pauvreté par les personnages emblématiques tels que Henri Dunant (fondateur de la Croix Rouge) Joseph Wresinski (fondateur d'ATD Quart Monde), l'abbé Pierre (fondateur d'Emmaüs) et Coluche (fondateur des Restos du cœur). Le livre se termine par une courte bibliographie de documentaires et de romans sur la pauvreté en France hier et aujourd'hui comprenant la biographie de Coluche et de Wresinski...

À la lecture de tous ces livres, choisis pour leur présence soit dans les bibliothèques municipales ou les BCD d'écoles, une remarque générale s'impose : la parole n'est pas donnée aux acteurs principaux. À qui les auteurs expliquent-ils la pauvreté et à quelles fins ? Sont-ils ces « moins aliénés » et alors quelle responsabilité ont-ils dans l'acceptation éclairée de la situation ? La pauvreté, l'illettrisme, la violence ne sont officiellement pas tolérés dans la société évoluée des pays industrialisés, ils sont leur talon d'Achille, la preuve que ça ne fonctionne pas, sa mauvaise conscience.

En 1999, PEMF sortait une BT2 **Vie de banlieue : jeunes à Ivry** réalisée sur deux années par des jeunes de 15 à 18 ans scolarisés en BEP et Bac professionnel. La professeure de lettres et histoire du Lycée, présidente de l'association *Adolescents Banlieues Ouverture*, qui a mené ce travail, évoque ces élèves comme victimes d'un manque de repères sociaux, historiques et culturels. Cet ouvrage a permis aux auteurs, une prise de conscience de soi dans la réalité ordinaire de leur lieu de vie. Il montre une autre image de la banlieue, lieu de vie et d'histoire ouvrière. Les paroles rapportées des jeunes interviewés montrent combien l'idéologie dominante a de poids sur eux. Les rêves d'une ville idéale sont exprimés par des représentations d'une société plus équitable mais surtout dans un décor à la Walt Disney ou à l'image des habitations des séries télévisées.

<sup>7</sup> www.lesclesjunior.com

<sup>8</sup> Bayard presse

<sup>9</sup> BT2, *Une idéologie : le libéralisme*, n°36, Édition PEMF, 2001.

<sup>10</sup> *Combattre le chômage, les impacts de l'info*, Casterman, 1997

<sup>11</sup> *Pour en finir avec le chômage*, J. Marie Albertini, les essentiels, Milan, 1998.

<sup>12</sup> *Le travail informatisation, mondialisation, disparité*, Périscope, PEMF, 1999.

<sup>13</sup> BTJ *Travail* n°463, Édition PEMF, 2001.

<sup>14</sup> *Les droits des travailleurs*, Katherine Prior, Éditions Gamma, 1997.

<sup>15</sup> *La délinquance et la criminalité*, Iris Teichmann, Édition Gamma 2002

<sup>16</sup> *La pauvreté Combattre l'inacceptable*, Claude Faber, Les essentiels, Milan junior, 2004.

## Les enseignants

Comme l'enseignante interrogée par *Mon quotidien*, beaucoup ne se sentent pas prêts à affronter des sujets de société avec leurs élèves. Sont-ils formés au débat d'élèves ? Sont-ils prêts à entendre ce que la société cache et ne veut pas voir ? Les publications à destination des enfants sont peu nombreuses ou inexistantes dans les BCD, rares dans les bibliothèques municipales. Quand elles existent, elles font le constat que le monde est ainsi et que rien ne changera, qu'il faut être généreux avec les moins favorisés mais elles n'apportent guère d'éléments de réflexion qui aident à aller plus loin que l'existence de la pauvreté, pas d'analyse historique politique ou sociale pour mieux en comprendre les origines. Les enseignants qui confrontent leurs élèves aux écrits sur le sujet doivent pouvoir à leur tour produire et faire produire de nouveaux écrits avec des valeurs différentes. De la lecture de ces textes peuvent émerger des attitudes de nouveaux lecteurs.

EduScol a sur son site<sup>17</sup> un dossier sur la pauvreté et la réussite scolaire. Pour pouvoir prendre en compte la parole des élèves, il est important que les enseignants éclaircissent leurs propres images de la pauvreté. Un dispositif de formation de groupe est proposé sur les représentations des enfants et des familles vivant des situations de grande pauvreté. Il aide à une prise de conscience du positionnement des représentations de la pauvreté, entre affaire d'État ou affaire individuelle. La position des enseignants face à des élèves en situation de pauvreté varie ; pour certains, l'équipe éducative peut faire quelque chose, à l'opposé, d'autres pensent que ce n'est pas à l'école de parler de ce problème. Deux autres axes sont dégagés dans ces représentations. L'argument temporel : c'est une situation chronique, il y a toujours eu des pauvres, ou c'est une situation passagère qui dépend des courbes de l'emploi. La cause de la pauvreté est repérée comme une affaire socio culturelle ou une affaire économique

Dans son rapport, le CERCS<sup>18</sup> constate que les conséquences de la pauvreté sur les enfants sont difficiles à établir car seules les catégories socio-professionnelles du chef de ménage, sa formation et parfois sa situation d'emploi, sont repérées ; l'information sur les revenus des familles est quasiment absente. Cependant des indicateurs de réussite scolaire comme le taux de retard à l'entrée en 6<sup>ème</sup> montre qu'il est

presque deux fois supérieur (44,5%) pour les enfants pauvres que pour ceux reconnus comme non pauvres (23,4%). Ce taux est encore plus important au passage en 3<sup>ème</sup>. Les enfants pauvres ayant subi un échec scolaire sont nettement plus exposés que les autres enfants au risque de pauvreté une fois devenus adultes et entrés dans la vie active.

Le rapport *Exclusion sociale, exclusion scolaire*<sup>19</sup> explique que les données sur les situations familiales ne sont pas travaillées collectivement et les logiques familiales ne sont pas vraiment comprises au sein de l'institution scolaire. Lorsque la famille se manifeste, la situation de l'élève est prise avec une relative bienveillance, mais les problèmes ne sont pas pour autant réglés. Dans le cas où aucune collaboration n'est possible, l'institution se durcit, alors même que cette situation pourrait inciter au contraire à apporter un soutien plus important. À terme, les enfants dont les familles semblent peu capables de se mettre en règle avec l'institution, autrement dit les plus démunis sont les plus pénalisés. La question de la pauvreté est peu traitée voire ignorée dans les classes. Elle est méconnue parce que le quotidien des élèves est souvent inimaginable pour les enseignants. Ceux-ci s'attachent à ne surtout pas proposer une école au rabais sous prétexte que la vie quotidienne des enfants est difficile, ils essaient de maintenir les exigences des résultats scolaires en adaptant des pratiques appropriées à toutes les activités de l'école. Dans un témoignage, une personne disait la souffrance de sa situation et donnait cette définition de la pauvreté : « *La misère, c'est quand tu ne sais pas comment fonctionne le monde, un peu comme si tu étais hors du monde.* » Pour comprendre comment fonctionne ce monde, pour y exister et faire évoluer le jeu social nous devons faire vivre aux enfants des situations collectives d'actions sur leur environnement qui entraînent nécessairement le recours à une autre lecture.

**Dominique SAITOUR** ■■■

<sup>17</sup> <http://educsol.education.fr> / *Pauvreté et réussite scolaire.*

<sup>18</sup> *Conseil Emploi Revenus Cohésion Sociale, Les enfants pauvres en France, Rapport n°4, 2004.*

<sup>19</sup> *Les Travaux de l'Observatoire 2003-2004, Martine Kherroubi, Jean-Paul Chanteau, Brigitte Larguèze (INRP - Centre Alain Savary)*